

Impôt sur le revenu—Loi

M. Deans: ... au lieu d'alourdir le fardeau fiscal de ces familles, comme le fait le gouvernement, quitte à verser aux entreprises qui manquent de débouchés pour leurs produits l'argent dont elles ont besoin pour assurer leurs investissements.

Le gouvernement a adopté une politique qui est vouée à l'échec, car il aura beau accorder des concessions fiscales ou des subventions directes aux entreprises pour leur permettre d'accroître leur productivité, ces entreprises en fin de compte n'amélioreront leur situation que si elles trouvent des débouchés pour leurs produits. Ce n'est pas en augmentant le fardeau fiscal de nos familles que nous allons accroître leur pouvoir d'achat. Plus les familles versent d'impôts au gouvernement, moins elles disposent d'argent pour acheter les produits et les services qu'elles-mêmes et les autres familles canadiennes fournissent.

J'estime que le projet de loi aggrave encore cette tendance puisqu'il ne met pas l'accent sur la demande. Voilà la différence entre la position du gouvernement et celle que nous défendons. Monsieur le Président, la position du gouvernement et celle des conservateurs diffèrent peut-être un peu à l'occasion, mais j'estime que les deux poursuivent des objectifs politiques analogues.

M. Nystrom: C'est du pareil au même.

M. Deans: A mon avis, ces objectifs sont inexorablement voués à l'échec. Indiscutablement. Si je ne m'abuse, le député d'Ottawa-Centre (M. Evans) partage mon point de vue puisqu'il admet qu'il faut changer de cap en orientant autrement notre politique économique. Et ce n'est certes pas en alourdissant le fardeau fiscal des moins nantis que nous y parviendrons. C'est pourtant ce que l'on fait en supprimant certaines déductions comme les \$100 notamment. Ce n'est peut-être pas grand-chose, mais \$100 par famille, cela fait une jolie somme au bout du compte.

M. Evans: S'ils les versent, ils peuvent toujours réclamer la déduction.

M. Deans: On n'avait pas pareille exigence jusqu'ici. Cet argent servait à activer l'économie; c'est fini maintenant.

Bref, monsieur le Président, le gouvernement fait fausse route depuis quelque temps déjà. Il existe certains problèmes qu'on ne peut résoudre sans les avoir bien étudiés. Je pense notamment aux travailleurs du bâtiment qui doivent s'exiler dans des régions éloignées ou s'éloigner de leur foyer en tout cas. Il faudrait voir quelles indemnités nous serions prêts à leur accorder pour qu'ils ne soient pas pénalisés en allant chercher du travail là où il se trouve. Et il y a aussi les déclarations d'impôt qu'il faudrait simplifier pour que les gens puissent les faire eux-mêmes pour éviter d'avoir à payer quelqu'un d'autre pour les remplir. Il y a aussi le problème du revenu des personnes à la retraite. Certains vivent surtout des dividendes que leur

rappellent les bons, les obligations d'épargne du Canada et les certificats de placement. Ils doivent payer leur impôt tous les trimestres même s'ils ne reçoivent leurs dividendes qu'à la fin de l'année. N'y aurait-il pas moyen de modifier la loi de l'impôt pour leur éviter pareils tracasseries? Bon nombre d'entre eux sont forcés de prélever sur leurs maigres revenus de quoi payer leurs impôts en caressant l'espoir qu'ils vivront assez vieux pour encaisser leurs investissements un jour.

Je crois que le temps presse et qu'il faudrait mettre tout en œuvre pour modifier la situation dès cette année.

M. Fisher: Monsieur le Président, j'avais cru que vous aviez donné la parole au député de Hamilton Mountain (M. Deans). J'aurais mis ma tête à couper que c'était le député de York-Peel (M. Stevens) qui parlait. Le président Reagan en personne n'aurait pas dit mieux.

M. Nystrom: Entièrement d'accord.

M. Fisher: Voyons voir: Nous allons réduire les impôts, ficher la paix aux contribuables, mettre un terme à toute intervention du gouvernement au sein de l'économie et laisser les choses suivre leurs cours. Ces propos ont de quoi étonner. Si on combine le discours du député de Yorkton-Melville (M. Nystrom) qui avait bien appris sa leçon, avec celui du député de Hamilton Mountain, qui a modifié la politique de son parti...

M. Deans: Pas du tout.

M. Fisher: ... on comprend alors ce qui est arrivé au traditionnel feu sacré qui anime les socialistes. Ces gens-là ont décidé de mettre au rancart les bons vieux principes gauchistes de l'interventionnisme.

Je voudrais poser au député une question très simple et directe.

M. Deans: C'est le seul genre de question que vous puissiez poser.

M. Fisher: Croit-il que le gouvernement du Canada a perdu son temps en aidant les travailleurs de Massey-Ferguson?

M. Deans: Je croyais avoir entendu le comble de la stupidité en écoutant les autres députés, mais le député les surpasse tous par sa sottise.

M. Fisher: C'est pourtant ce que vous avez dit vous-même, je viens de résumer votre exposé.

M. Deans: Pour commencer, monsieur le Président, le simple fait que le secrétaire parlementaire du ministre des Finances (M. Fisher) soit incapable de comprendre l'argument que nous avons avancé nous en dit long sur l'incurie de ce ministre. Je tiens à préciser bien clairement que je parlais de stimuler l'économie par la demande.

M. Evans: Pas en tripotant le taux d'imposition.

M. Deans: La demande. On stimule ainsi la demande en mettant plus d'argent à la disposition du consommateur.